

LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

N°53 - janvier 2011

SOMMAIRE

- Liberté d'expression et d'information. Internet.** page 2
- Démocratie. Repression et mauvais traitements.** pages 3/4
- Les privations de liberté.** pages 4/5
- Suite de l'octroi du prix Nobel à Liu Xiaobo.** page 5
- Appareil et affaires judiciaires. criminalité.** pages 5/6
- Conflits du travail. Condition ouvrière.** page 6
- Conflits fonciers. Mouvements de masse.** page 7
- Minorités ethniques.** pages 6/7
 - Question ouïghoure
 - Question tibétaine
 - Question mongole
- Hongkong. Macao** pages 8-9
- Informations diverses.** page 9
- Lettre ouverte.** page 10
- Bibliographie..** page 11
- Sources d'information.** page 11

(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 10 yuan)

Nous contacter :

communication@ldh-france.org en mentionnant en objet «Groupe Chine».

Les fantasmes, les chiffres et les flatteries.

Sur quoi se fonde la légitimité du régime chinois ? Sur la croissance économique. Quelle croissance ? Celle que le gouvernement annonce et dont le monde entier recopie les chiffres. Ainsi, dès le 20 janvier 2011, la Chine annonce une croissance de 10,3% et un Produit intérieur brut de 6.050 milliards de dollars. Il lui a donc suffi de vingt jours pour savoir comment a évolué la production d'un milliard et trois cents millions d'individus, épargnés sur un territoire dix-sept fois plus grand que la France et vingt fois plus peuplé.

Nous n'avons pas encore les chiffres français, sans doute à cause de la paresse et de l'incompétence de nos statisticiens. Les Chinois vont plus vite et d'ailleurs sont trop modestes : le P.I.B. officiel de 2009 étant de 5.150 milliards (chiffre révisé deux fois en cours d'année), il a donc augmenté de 17%. Ceux qui mettent en doute les chiffres de Mme Lagarde admettent sans difficulté ceux que diffuse l'État chinois.

On arrive ainsi à des fantasmes. Dans un sondage publié le 12 janvier aux États-unis, 41% des citoyens américains pensaient que l'économie chinoise était plus puissante que la leur. Sur la base des chiffres de 2009, le P.I.B. américain est trois fois supérieur. Beaucoup pensent désormais que le dynamisme de la croissance chinoise va sauver l'économie mondiale. Mais comment le croire alors qu'en 2009, la production chinoise n'atteignait pas encore celle du Japon et restait bien inférieure à celles de la France et de l'Allemagne réunies ?

Les thuriféraires professionnels de la Chine vont partout disant que le niveau de vie chinois a pratiquement rattrapé celui de l'Occident. Qu'en est-il, si l'on s'en tient aux chiffres incontestés des organismes internationaux ? Le P.I.B. par tête chinois de 2009 s'élève à 5.150 milliards de dollars divisé par 1.300 millions de Chinois, soit 3.961 dollars ; celui de la France, à 41.167 dollars (2.675.915 millions de dollars/ 65 millions d'habitants. Dans le C.I.A. World Fact Book, le chiffre chinois est supérieur (4.900 dollars), ce qui classe le pays au cent trente-sixième rang mondial sur un total de 225.

On dira bien sûr que le pouvoir d'achat du yuan n'est pas représenté par sa conversion en dollar. C'est exact pour les dépenses intérieures mais pas lorsqu'il s'agit de s'approvisionner sur le marché mondial. Un essai de classement des pays par le P.I.B. en fonction de la parité des pouvoirs d'achat élève la position chinoise au quatre-vingt-septième rang mondial avec un P.I.B. corrigé de 7.598 dollars. Le chiffre est ancien (2005) et ne doit pas être pris trop au sérieux. Mais on obtient de toute façon un niveau proche de la moyenne mondiale. La moyenne mondiale, c'est bien simple : il y a des milliardaires comme aux États-unis, une classe moyenne et des pauvres en bien plus grand nombre comme en Birmanie, au Tchad ou en Équateur.

Question de méthode : s'agissant d'un pays qui attire le plus gros des investissements étrangers de la planète, il est essentiel de distinguer dans les chiffres ce qui est proprement chinois et ce qui ne l'est pas. Les économistes chinois ne s'y trompent pas et donnent l'exemple des exportations informatiques :

sur un iPhone de 179 dollars comptés comme exportation chinoise, 6,5 dollars (3,6% seulement du total) reviennent à la Chine pour son travail d'assemblage.

Les pays riches ont abandonné la distinction naguère classique du revenu national et du produit intérieur. En ce qui les concerne, la distinction n'est pas vitale mais dans des pays pauvres à économie dualiste, où les circuits paysans n'interfèrent pas avec les zones où l'argent tourne, cette distinction est essentielle.

Enfin s'agissant du niveau de vie, il est essentiel de distinguer entre ce qui va aux individus et ce qui va aux entreprises. Celles-ci reçoivent beaucoup en Chine mais la part des revenus distribués y est une des plus faibles qui s'observent au niveau mondial.

Le flux de paysans qui partent vers les villes varie de cinq à vingt-cinq millions selon les années. Or la paysannerie, c'est encore la moitié de la population. Si elle quitte les villages pour chercher un travail aléatoire dans les villes, c'est que les terres n'y sont pas suffisantes pour assurer sa subsistance. Sept cents millions de villageois peuvent-ils être oubliés dans un bilan global ?

Il n'est pas bon de flatter sans fin la Chine en chantant son expansion. Car elle ne cesse de s'en prévaloir et finit peut-être par s'en persuader. Le Quotidien du peuple s'extasiait le 4 janvier : «La Chine resplendissante, une nation géante en développement avec une population de 1,3 milliard d'habitants, a rempli le monde d'une intense admiration en 2010». Comment expliquer autrement l'impertinence, rarement relevée, qui a conduit le célèbre pianiste Lang Lang à mettre au programme du concert donné à la Maison blanche, lors du voyage de Hu Jingtao, une musique bien connue exaltant l'antiaméricanisme et la résistance à l'envahisseur américain lors de la guerre de Corée ? La Fontaine n'avait pas forcément raison lorsqu'il disait «Tout flatteur vit aux dépens de celui qui l'écoute». Le flatté parfois se sent tellement sûr de lui qu'il en devient insolent avant de devenir agressif.

Liberté d'expression et d'information. Internet.

28 janv.

Le journaliste Chang Ping a perdu son emploi dans le groupe de presse Nanfang Baoye pour avoir refusé de modifier ses articles. Les autorités ont fait pression sur ses supérieurs hiérarchiques pour qu'ils le renvoient pour cause de «fausses informations». Il avait été précédemment démis de son poste de rédacteur en chef en raison d'articles concernant le Tibet et l'action du gouvernement chinois lors de la révolte de 2008. (Reporters sans frontières, 28 janvier)

21 janv.

Long Can, journaliste du Quotidien des affaires de Chengdu (Sichuan), a perdu sa place, suite à un reportage dans lequel il attribuait à des relations familiales (un «oncle») les efforts inhabituels et l'importance du personnel de secours envoyé pour retrouver un groupe d'étudiants qui s'étaient perdus lors d'une ascension en montagne. Selon la police, cet «oncle» était un citoyen ordinaire et le journaliste avait commis une faute grave en ne vérifiant pas l'information. Trois éditeurs de l'article ont été démis ou suspendus d'activité ; trois autres ont dû payer une amende ou ont eu à rédiger une autocritique.

L'avocat de Long Can, Zhou Ze estime ce renvoi inacceptable car «les journalistes ont le droit de surveiller les gens au pouvoir. Du moment qu'il n'a pas fabriqué délibérément une fausse nouvelle, il ne doit pas être sanctionné.» (*South China Morning Post*, 24 janvier)

4 jany.

Publication par le Département des publications du Comité central du P.C.C. de neuf directives et interdictions destinées à la presse et à son activité en 2011. Il est demandé aux médias d'exercer «un contrôle strict des reportages sur les catastrophes naturelles et les incidents graves», de ne pas «remettre en question» les évictions forcées «conduites en accord avec les lois et les règlements», de ne pas évoquer l'absence de sécurité sociale et les manifestations du mécontentement populaire envers les autorités et , enfin, de ne pas aborder le sujet des réformes structurelles du régime politique. (Reporters sans frontières, 14 janvier ; Boxun, 19 janvier)

Démocratie. Répression et mauvais traitements.

28 janv.

Ouverture annoncée du procès de l'artiste Wu Yuren, accusé d'agression envers la police, alors qu'il se rendait dans un commissariat pour s'y plaindre d'un vol de générateur. Son avocat Li Fangping demande que soit produit le film de la caméra de surveillance mais la police a annoncé qu'elle s'y refusait.

Wu Yuren avait organisé une protestation collective en février 2010, après la destruction du quartier d'artistes 008. (Boxun, 22 janvier)

20 janv.

Depuis sa sortie de prison le 15 avril dernier, l'ancienne avocate Ni Yulan et son époux sont les victimes d'incessants harcèlements policiers. Dans les trente-deux derniers jours, les coupures d'eau ont duré onze jours, l'électricité est débranchée en quasi-permanence et les liaisons à l'Internet sont aléatoires.

La maison de Ni Yulan a été rasée pendant sa détention, ce qui a contraint le couple à vivre dans la rue un certain temps. Ni Yulan se déplace en chaise roulante, suite aux tortures subies lors d'une précédente incarcération. Il lui est reproché d'avoir résisté et d'avoir aidé à résister aux destructions de logements liées aux différents chantiers de Beijing. (Boxun, 20 janvier)

16 janv.

Deux cents personnes se sont rassemblées dans un parc de Jinan (capitale du Shandong), à l'initiative du professeur d'Université Sun Wenguang pour débattre de la défense de leurs droits en l'absence de réactions des autorités. De semblables «salons» de discussion auraient déjà eu lieu à Shanghai et Hangzhou (Zhejiang). (R.F.A., 17 janvier)

14 janv.

Cérémonie funèbre en l'honneur de Lei Jieqiong (106 ans), fondatrice de l'Association pour la promotion de la démocratie et «proche amie du parti communiste chinois». (Xinhua, 15 janvier)

Note LdH : Lei Jieqiong défendait le principe du multipartisme officiel, celui qui accepte la prépondérance du parti communiste. Rappelons que se réclamer d'un pluralisme authentique a valu onze ans de prison au prix Nobel Liu Xiaobo, et que les fondateurs du parti démocrate ont été condamnés à de longues incarcérations : Wang Youcai, onze ans ; Xu Wenli, 13 ans, Qing Yongmin, 12 ans ainsi que des centaines d'autres. Voir plus bas He Depu.

11 janv.

Le secrétaire de la Commission pour les affaires politiques et juridiques, Zhou Yongkang, demande de traiter avec plus de soin et plus de rapidité les pétitions et les doléances publiques de la nouvelle année. Il estime que ces mouvements revendicatifs seront encore nombreux en 2011 en raison du grand nombre de problèmes sociaux à l'intérieur du pays. Selon Zhou Yongkang, les pétitionnaires qui troublent l'ordre public doivent être traités conformément à la loi. (Xinhua, 11 janvier)

10-11 janv.

Destruction par surprise du studio de l'artiste et contestataire Ai Weiwei, dans le district de Jiading à Shanghai. (Newcentury, 11 janvier)

10 janv.

Le directeur du bureau des plaintes du district de Fengxiang (Shaanxi) a frappé à la tête le pétitionnaire Zhang Suidong (72 ans) qui protestait au sujet d'un projet de construction. Hospitalisé, Zhang Suidong se trouve en situation critique. Il avait auparavant été détenu une quinzaine de jours alors qu'il pétitionnait à Beijing. (Boxun, 13 janvier)

31 déc.

Décès à Ningbo (Zhejiang) du dissident Li Hong (Zhang Jianhong). Condamné en janvier 2007 à six ans de prison pour «subversion du pouvoir d'Etat», il avait été remis en liberté pour raisons médicales il y a six mois. Ses amis et nombreux dissidents de Hangzhou désireux de rencontrer sa famille ont été interdits de voyage à Ningbo. (C.H.R.D., 1 janvier)

... suite en page 4

26 déc.

Des milliers de pétitionnaires ont tenté de se rendre sur la place Tiananmen au Mémorial de Mao Zedong, pour l'anniversaire de sa naissance. Ils chantaient des chants révolutionnaires et criaient des slogans. La police a réussi à empêcher la plupart d'entre eux d'atteindre le mémorial et elle a arrêté une centaine de personnes. (Boxun, 26 décembre)

4 déc.

Le chef de la Sécurité du district de Liunan, près de Liuzhou (Guangxi) a fait irruption chez Li Fanghua, un villageois de Laofang, avec une trentaine d'individus et a frappé les personnes qui s'y trouvaient. Li Fanghua s'était rendu à Beijing avec quatre autres paysans pour protester contre une saisie de terrain qu'il estimait illégale. L'un des parents, Li Fanghua (63 ans), gravement blessé lors de cette irruption, se trouvait encore à l'hôpital le 7 janvier. (Boxun, 7 janvier)

24 janv.

He Depu, cyberdissident membre du parti démocrate, est sorti de prison après huit ans d'incarcération pour «subversion du pouvoir d'État». Il a été blessé à la main lors d'une altercation avec la police ; celle-ci interdit à ses amis de le rencontrer. (Peacehall, 24 janvier)

17 janv.

À l'approche des sessions de l'Assemblée et de la Conférence consultative, la pétitionnaire Liu Chunxia est assignée à résidence. Il en a été de même de Gao Zhenying et de Su Wen depuis le 11 janvier), de Jing Haosheng (15 janvier), de Li Lirong (10 janvier). (Peacehall, 23 janvier)

17 janv.

Sortie de prison du militant «avocat aux pieds nus» Ji Sizun, originaire du Fujian et condamné à trois ans d'incarcération pour «fabrication de documents officiels». Il avait été arrêté le 11 août 2008, après avoir demandé l'autorisation de protester dans une des «zones officielles de protestation» pendant la durée des Jeux olympiques. (Boxun, 18 janvier)

14 janv.

Zeng Jinyan, épouse du militant des droits civiques et défenseur des victimes du virus HIV Hu Jia, a trouvé son mari amaigri et dans un état physique inquiétant, au point qu'il a dû écourter l'entretien avec Zeng Jinyan. Il souffre de douleurs abdominales et a dû être transporté à l'hôpital de sa prison. Il semble qu'il présente les symptômes d'une cirrhose. Après sa condamnation à trois ans et demi de prison, ses amis avaient demandé, - mais en vain - sa libération pour raison médicale. La dernière demande, présentée le 16 janvier, a été rejetée. Les autorités refusent de communiquer le résultat des tests médicaux. (Boxun, Apple Daily, 16 janvier)

13 janv.

Li Fangping, l'avocat de Zhao Lianhai, le principal organisateur du mouvement de protestation des familles victimes du lait contaminé, affirme qu'il n'a pu parler avec son client depuis la fin décembre et qu'il ignore où il se trouve. On ignore donc si la condamnation de novembre 2010 à deux ans et demi de prison a été levée. Dans un blog du 28 décembre, Zhao affirmait qu'il était libre et qu'il ne voulait rencontrer personne. Ses amis doutaient de l'authenticité du texte. (Centre d'Information pour les droits de l'homme et la démocratie, 13 janvier ; South China Morning Post)

6 janv.

Disparition du militant des droits civiques du Hebei Xu Yishun, enlevé par la police à son domicile quelques mois après avoir quitté un camp de rééducation par le travail. Xu avait été condamné à un an et demi de camp en avril 2010 après avoir essayé de rencontrer l'épouse du conseiller juridique Chen Guangcheng, alors incarcéré. Il a été battu en prison et y a souffert d'une attaque cardiaque. (Boxun, 13 janvier)

6 janv.

Condamnation à des peines d'emprisonnement de deux à six ans de cinq pétitionnaires qui avaient escaladé une grue de 40 mètres, près du bureau des plaintes de Beijing

le 29 mai 2010. Ils menaçaient de sauter dans le vide si les autorités ne faisaient pas droit à leurs demandes ; ils sont redescendus après quelques promesses de l'administration. (Centre d'Information pour les droits de l'homme et la démocratie, 18 janvier)

2 janv.

Remise en liberté, après dix-huit mois de prison, de la militante Duan Chunfang de Shanghai. Elle avait été arrêtée le 3 juillet 2009 pour «obstruction à l'action administrative», alors qu'elle voulait se faire rembourser une note d'hôpital suite aux coups qu'elle avait reçus des policiers chargés de la surveiller. Condamnation en date du 23 octobre 2009. (Peacehall, 3 janvier)

22 oct.

Envoi pour un an en camp de rééducation par le travail de Wang Shuqing, mère du jeune ouvrier Xue Mingkai. Elle pétitionnait à Jining (Shandong) au sujet de son fils, relâché en novembre 2010 après dix-huit mois d'emprisonnement pour «subversion du pouvoir d'État» : on reprochait à Xue Mingkai l'organisation d'un «parti ouvrier démocratique» sur l'Internet en 2006 et d'avoir pris contact avec des organisations étrangères de démocrates au début de 2009. Xue a perdu l'emploi trouvé à sa sortie de prison et a disparu depuis la mi-novembre 2010. (C.H.R.D., 5 janvier)

14 juil.
2010

Arrestation à Beijing du pétitionnaire handicapé Gai Fengzhen venu de Shenyang (Liaoning). Ramené chez lui au prétexte d'une conversation avec des fonctionnaires, il a été envoyé pour un an en camp de rééducation par le travail. Son épouse se trouve dans le même camp que lui. Gai Fengzhen ne peut se déplacer qu'avec des béquilles ; il a demandé un réexamen de son cas. (Boxun, 20 janvier)

avril
2010

On apprend avec retard la détention du paysan Zhang Bing, qui avait dénoncé la pollution de l'usine Xinnzhongyuan du district de Lujiang (Anhui), laquelle déposait du gypse phosphoreux sur les terres, ce qui dégradait les eaux et causait de grosses pertes aux agriculteurs locaux. La procédure est en cours mais il a déjà été condamné deux fois à six mois de résidence surveillée. (Boxun, 21 janvier)

Suite de l'octroi du prix Nobel à Liu Xiaobo.

23 janv.

Des rumeurs circulant sur Twitter depuis le 23 janvier affirment que Liu Xiaobo a été transféré la veille de la prison de Jinzhou (Liaoning) vers une résidence secrète située à Chaoyang dans la même province. Aucun des deux avocats défenseurs du Prix Nobel, Ding Xikui et Shang Baojun, n'ont pu vérifier cette affirmation. (Apple Daily, 24 janvier)

21 janv.

Fin de la présence policière et de l'assignation à résidence de Wang Lihong. La militante des droits civiques avait perdu sa liberté de mouvement à l'annonce de l'octroi du Prix Nobel de la Paix à Liu Xiaobo ; d'abord détenue, puis éloignée de la capitale, enfin astreinte à demeurer à son domicile. (Boxun, 21 janvier)

31 déc.

Après deux mois d'assignation à résidence, remise en liberté du militant Zhao Changqing de Xi'an (Shaanxi). Il avait été détenu huit jours à Beijing pour avoir fêté l'octroi du prix à Liu Xiaobo. (C.H.R.D., 1 janvier)

Appareil et affaires judiciaires. Criminalité.

24 janv.

Arrestation de 618 individus qui vendaient de faux billets de train sur l'Internet à l'approche des grandes migrations de la fête du Printemps. Le 13 janvier, la police avait déjà annoncé l'incarcération de 1.067 autres fabricants de faux tickets. (Xinhua, 24 janvier)

... suite en page 6



À l'approche du nouvel an chinois, l'avocat Jiang Tianyong lance une campagne de carte postale destinée aux quarante prisonniers de conscience, dont Tang Zuoren, Hu Jia et Liu Xiaobo, avec les adresses des lieux d'incarcération. (Boxun, 20 janvier)



Dans une lettre ouverte au gouvernement, dix-neuf juristes demandent que les autorités mettent fin à la torture. Ils citent des victimes récentes et font état de l'accroissement des violences policières et de la torture envers les dissidents politiques. Ils se réfèrent à la Convention contre la torture (ratifiée par la Chine) et à la Constitution chinoise. (Boxun, 18 janvier)

Voir la traduction du document, en fin de bulletin. (page 10)



Apparu en 2008, le scandale du lait contaminé n'est pas terminé. 96 personnes ont été arrêtées depuis juillet dernier pour avoir fait usage des anciens stocks. La dernière saisie de produits a porté sur 2.132 tonnes. 191 fonctionnaires se trouvaient impliqués dans la distribution frauduleuse. (Xinhua, 13 janvier)

Conflits du travail. Condition ouvrière.



Après la faillite de l'usine textile militaire n°3541 de Wuhan qui a fait perdre leur emploi à 4.000 ouvriers, deux mille salariés ont bloqué une route à grande circulation de la capitale du Hubei. Ils ont continué le lendemain et affronté des centaines de policiers. Les bagarres ont fait cinq blessés ; l'entreprise nie qu'il y ait eu des morts. (Centre d'Information pour les droits de l'homme et la démocratie, 18 janvier)



Près de la moitié des 10.607 chauffeurs de taxi de Zhengzhou (Henan) se sont mis en grève pour protester contre l'obligation de travailler sept jours sur sept. À Xianning, dans la même province, les chauffeurs poursuivaient le 12 janvier une grève commencée le 16 décembre après des retraits de licences professionnelles. Une centaine d'entre eux seraient détenus pour refus de travail. (China Daily, Nanfang Dushi Bao, 13 janvier)



L'usine Bohui produisant des batteries à Gaohe, dans le district de Huaining (Anhui) a provoqué l'empoisonnement sanguin au plomb de deux cents enfants dont vingt-huit ont dû être hospitalisés. Il avait été demandé à l'usine de cesser son exploitation au mois d'août mais elle avait repris son activité sans informer les autorités. (Xinhua, 8 janvier)



Intoxication au monoxide de carbone de vingt habitants du district de Taoshan, près de Qitahei (Heilongjiang), suite à une fuite de gaz qui s'est propagée jusqu'à leurs logements. (Xinhua, 7 janvier)



Soixante-deux ouvriers de l'usine pharmaceutique Wanbei de Suzhou (Anhui) ont été intoxiqués par l'inhalation de triphosgène (B.T.C.). Hospitalisés, plusieurs d'entre eux se trouvaient dans un état critique. (Xinhua, 7 janvier)



Le salaire minimum officiel dans la capitale s'élève à 1160 yuan depuis le 1 janvier 2011. Les allocations-chômage pour les salariés ayant plus de vingt ans de cotisations, à 861 yuan. De nombreuses villes et provinces ont annoncé des relèvements de salaire minimum et de pensions de retraite, ainsi que des allocations pour les accidents du travail. L'indemnisation forfaitaire des accidents mortels équivaut en général à vingt fois le revenu annuel disponible moyen des résidents urbains de l'année précédente. De 102.400 yuan, elle passerait à 340.000 yuan. (China Labour Bulletin, 28 décembre)

Conflits fonciers. Mouvements de masse.

15 janv.

Les paysans de Tietengshan qui se battent depuis près de quatre ans contre l'expropriation de leurs terres et pour une juste indemnisation ont découvert aux alentours du 10 janvier que le seul puits qui alimente leur village avait été pollué par de l'huile de moteur. En octobre, les autorités avaient coupé l'électricité et l'approvisionnement en eau courante. Il reste cent cinq villageois sur une population originale de sept cents. (C.H.R.D., 15 janvier)

12 janv.

Des milliers de villageois du district de Wenchang (Hainan) ont attaqué un chantier de construction d'un site touristique. Ils craignent que le projet d'une île artificielle ne dégrade l'environnement et ne porte atteinte à leurs zones de pêche. Les villageois ont frappé les ouvriers et abîmé les véhicules administratifs. Le projet serait suspendu. (R.F.A., 17 janvier)

4 janv.

Les fonctionnaires du district Yaohai de Hefei (Anhui) ont déposé des explosifs et des artifices autour du bloc d'habitation Jindatang pour forcer le départ de ses habitants, d'où des vitres brisées et des murs endommagés ; le 6 janvier, ils ont coupé l'eau et érigé un mur pour isoler le bâtiment. Une vingtaine de personnes ont constaté par écrit ces faits et ont été en informer la police. (Boxun, 7 janvier)

3 janv.

Une femme qui protestait contre un chantier de canalisation dans le district de Zhenyang (Henan) est morte après avoir été renversée par un engin de terrassement. Selon les autorités, il s'agissait d'un simple accident. L'ouvrière licenciée, Li Li, était entourée d'un grand nombre de protestataires et, selon les témoins, il était impossible que les conducteurs de l'engin ne les aient pas remarqués. L'administration locale aurait décidé de mener le projet à bien, coûte que coûte, et aurait modifié les plans initiaux pour récupérer des terrains supplémentaires. Le canal passe à cinq mètres des maisons et les familles craignent pour la sécurité de leurs enfants. (South China Morning Post, 7 janvier)

1 janv.

Plusieurs milliers de paysans de Yueqing, près de Wenzhou (Zhejiang) ont assisté aux obsèques de Qian Yunhui, chef du village Zhaiqiao, écrasé par un camion le 25 décembre. Qian Yunhui soutenait les villageois dans leurs démarches afin d'obtenir compensation pour leurs terres réquisitionnées. La police affirme qu'il s'agissait d'un accident de la circulation mais les paysans parlent d'un meurtre. Le cortège funéraire a affronté la police ; celle-ci a arrêté une dizaine de personnes.

Qian Yunhui avait passé trois ans et demi en prison au cours des cinq dernières années pour son opposition au projet du gouvernement local. À la suite des échauffourées, les autorités ont placardé des affiches menaçant de «punitions sévères» ceux qui continueraient de «répandre des rumeurs» sur la mort de Qian Yunhui. (South China Morning Post, 3-11 janvier ; Boxun)

Minorités ethniques.

QUESTION OUGHOUR

17 janv. En 2010, les tribunaux de la région du Xinjiang ont traité 376 cas de «crimes contre la sécurité nationale». Ils considèrent que «la lutte contre le terrorisme est leur objectif prioritaire». (Quotidien du peuple, 17 janvier)

11 janv. La police a frappé huit Ouighours qui cherchaient à déposer leurs doléances auprès du Bureau des Nations unies de Beijing. Trois d'entre eux ont été blessés. Un des pétitionnaires protestait contre la détention arbitraire d'un de ses parents ; deux autres, contre leur licenciement par des entreprises d'État. (R.F.A., 13 janvier)

... suite en page 8

QUESTION TIBETAINE

10 janv. **Les autorités de la région autonome ont décidé d'étendre une éducation préscolaire bilingue** dans les cinq années prochaines. Des jardins d'enfants itinérants visiteront les régions reculées. L'objectif est de parvenir en 2015 à une fréquentation de 60% des enfants dans ces établissements. Le pourcentage aujourd'hui est de 24,5% contre plus de 50% pour la Chine proprement dite. (Xinhua, 10 janvier)

10 janv. **Le président de la région autonome Padma Choling promet de mener contre «la clique du Dalai lama» un combat «prolongé, intense, complexe et parfois violent».** Il s'agit de «lutter contre les sécessionnistes et de maintenir la stabilité dans la région». (Xinhua, 10 janvier)

30 déc. **Condamnation des écrivains Jangtse Donkho, Budda et Kalsang Jinpa** à trois ans pour le premier et quatre ans de prison ferme pour les deux autres, sur le motif de l'«incitation au séparatisme», en fait pour les articles publiés dans la revue Shar Dhung-Ri. Les audiences avaient commencé le 28 octobre. Les accusés n'ont eu droit à aucune défense lors des audiences et leurs proches n'ont pu y assister. Au total, quinze écrivains et journalistes sont aujourd'hui incarcérés. (R.F.A. ; Reporters sans frontières, 4 janvier)

QUESTION MONGOLE

26 janv. **L'oncle du journaliste et militant des droits civiques Hada a assuré dans un entretien téléphonique qu'il avait pu rencontrer récemment son neveu** dans un lieu sous surveillance militaire. La conversation a été interrompue et l'on ne sait donc presque rien de la situation de Hada et de ses proches.

Il aurait été libéré le 10 décembre au terme de ses quinze ans de prison mais il n'est manifestement pas libre de ses mouvements et ne peut rejoindre sa famille. (Reporters sans frontières, Southern Mongolian Human Rights Information Center, 27 janvier)

Hongkong - Macao

24 janv.

Des bagarres ont éclaté entre des villageois de Tsoi Yuen Chun au sujet de la liaison ferrée à grande vitesse qui doit relier Hongkong à Guangzhou. Les villageois veulent disposer d'un logement avant de devoir quitter celui qu'ils occupent pour faire place au chantier. (R.T.H.K, 24 janvier)

23 janv.

Formation d'un nouveau groupe politique, les «Néodémocrates». Ses vingt-cinq membres ont quitté le parti démocrate, en raison du soutien apporté par ce dernier au projet de réforme politique pour 2012. Ils déclarent vouloir respecter leur promesse électorale et se battre pour l'instauration du suffrage universel dès 2012. (R.T.H.K, 23 janvier)

18 janv.

Arrestation d'une femme qui protestait devant le Bureau de liaison de Beijing, après l'arrestation de son frère sur le territoire chinois. La police affirme qu'elle était agressive et qu'elle disposait d'une «arme offensive». (R.T.H.K, 18 janvier)

5 janv.

Selon la Commission indépendante de lutte contre la corruption, le nombre des plaintes concernant les malversations administratives s'est élevé à 3.174 en 2010. (R.T.H.K, 5 janvier)

2 janv.

Décès du démocrate Szeto Wah, membre du conseil législatif. Une des personnalités respectées de la dissidence, il s'était battu pour que ne soient pas oubliés les tragiques événements ... suite en page 9

de juin 1989. Trente-neuf intellectuels de Chine populaire, dont beaucoup avaient été impliqués dans le mouvement démocratique qui s'était exprimé sur la place Tiananmen en 1989, ont signé un message commun d'admiration pour son courage, sa sagesse et son dévouement à la cause démocratique. (Boxun, 5 janvier)

Informations diverses

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).

18 janv. Les investissements étrangers en Chine se sont élevés à 105,74 milliards de dollars en 2010. Ce chiffre record dépasse de 17,4% celui de 2009. (Xinhua, 18 janvier)

17 janv. La sécheresse prive d'eau potable quelque 2,2 millions d'habitants dans les provinces du Henan, du Shanxi, du Hebei, du Shandong, du Jiangsu, du Shaanxi et de l'Anhui. (Xinhua, 17 janvier)

14 janv.. Les catastrophes naturelles ont fait 7.744 morts ou disparus en 2010. Elles ont affecté 430 millions de personnes et provoqué la destruction de 2,7 millions de maisons (principalement dans régions montagneuses sous-développées). Les provinces les plus touchées furent le Qinghai, le Gansu, le Sichuan, le Guizhou et le Yunnan. (Xinhua, 14 janvier)

13 janv. La puissance installée en éoliennes a atteint 41,8 gigawatt en 2010 dépassant celle des États-Unis (40,2 GW). Les objectifs officiels sont de 200 GW en 2020. (Xinhua, 13 janvier)

12 janv. Selon le chef du parti dans la région, le revenu annuel disponible des résidents urbains du Xinjiang s'élève à 13.500 yuan ; dans les campagnes, il atteint 4.600 yuan. 30% des investissements régionaux concernent les transports (période 2006-2010). La région dispose de 152.000 kilomètres de routes de grande communication. (Xinhua, 12 janvier)

10 janv. Le nombre des possesseurs de téléphone portable a atteint 850 millions en 2010, soit environ 60% de la population. Le nombre des lignes fixes est de 298 millions. Les recettes de l'industrie des télécommunications se répartissent entre 70% pour les mobiles et 30%, pour les lignes fixes. (Xinhua, 10 janvier)

10 janv. Il s'est vendu 18,06 millions d'automobiles en 2010 pour une production de 18,26 millions d'unités. Le pays est ainsi le premier producteur et le premier marché mondial de véhicules automobiles.

**LETTRE OUVERTE DE DIX-NEUF AVOCATS
demandant au gouvernement chinois de faire respecter et de protéger les Droits
de l'Homme, en commençant par une stricte interdiction de la torture.**

Selon des nouvelles récentes, le célèbre avocat défenseur des droits civiques Gao Zhisheng aurait été victime, durant les quelques mois qu'a duré sa disparition, de traitements inhumains et de tortures barbares. Nous avons appris par la suite que le Docteur Fan Yafeng, anciennement chercheur à l'académie des Sciences sociales de Chine, a été emmené sous contrôle policier le 9 décembre 2010 dans un endroit tenu secret, la tête recouverte d'un foulard noir et qu'il aurait subi des tortures durant plusieurs jours de suite.

Cela nous fait penser à ces phrases d'insultes prononcées par un certain membre de la police : « Tant que tu seras entre mes mains, tu ne pourras pas appeler au secours, et si tu appelles la mort de tes vœux, ce sera sans succès » ; « Ne perdez pas votre salive avec celui-là, jetez-le dans une fosse une fois que vous l'aurez battu à mort ». D'après certains témoignages, les policiers auraient déshabillé Gao Zhisheng et l'auraient frappé à tour de rôle avec un pistolet emballé dans une poche en cuir. Pire encore, il aurait été battu durant deux jours et deux nuits sans discontinuer. Lorsque les policiers se sentirent fatigués, ils lui ont attaché les mains et les pieds avec des sacs en plastique, puis l'ont abandonné gisant sur le sol. Une fois reposés, ils ont recommencé à le battre. Dans un cas précédent, il avait été ligoté, puis frappé avec une matraque électrique par la police secrète et avait subi toutes sortes de tortures, dont l'intrusion d'une tige de bambou dans la verge. Les policiers ont dit à Gao Zhisheng : « Tu vas devoir oublier que tu es un être humain, parce que tu n'es qu'un porc. »

Nous sommes informés du fait que, en dehors des centres de détention, des centres de rééducation par le travail et autres lieux de rétention où la pratique de la torture est courante, les cas de violences physiques perpétrées sur des prisonniers politiques ou des prisonniers d'opinion sont récurrents. Citons notamment les cas de Li Hong (mort en décembre 2010), Guo Feixiong, Chen Guangcheng, Yan Zhengxue, Huang Qi, Liao Yiwu, Yu Dongyue, Lu Decheng, Yu Zhijian, He Depu, Yang Chunlin, Yuan Xianchen, Yao Fuxin, Xie Fulin, Ni Yulan, qui ont tous subi de mauvais traitements. Plus surprenant encore, nous assistons à l'accroissement constant des cas de violence perpétrée - hors de toute procédure pénale - à l'égard des prisonniers politiques, des prisonniers d'opinion, des défenseurs des droits civiques et des plaignants. Toutes les personnes citées ci-dessous ont été battues et ligotées par des membres de la police secrète ou des émissaires du gouvernement : Li Heping, Teng Biao, Ai Weiwei, Chen Yunfei, Hua Ze, Li Fangping, Liu Shasha, Liu Dejun, Zhang Kai, Li Chunfu, Dong Qia-nyong, Liu Shijun, Zhou Li, et bien d'autres encore.

Le gouvernement chinois a ratifié la Convention Internationale des Nations Unies contre la torture dès 1988. La Chine a strictement interdit l'extorsion d'aveux par la torture, et le fait que des citoyens soient des plaignants, des défenseurs des droits civiques, des dissidents ou des croyants n'a jamais été admis comme prétexte ou comme excuse pour utiliser la torture. L'utilisation de la torture est un crime contre l'humanité, qui va à l'encontre des droits humains les plus élémentaires. Appliquer la torture au nom d'un gouvernement revient à transgresser les dernières limites d'une culture politique.

C'est pourquoi nous émettons les protestations les plus véhémentes à l'égard de l'utilisation de la torture sous quelque forme que ce soit, et nous appelons au respect et à la protection des droits de l'homme, en commençant par l'interdiction stricte de la pratique de la torture. Ce n'est qu'en respectant strictement la loi et la Constitution chinoise, en s'en tenant aux promesses émises lors de la ratification des conventions des Nations Unies concernant le respect des droits humains que la Chine pourra être considérée comme un pays qui assume ses responsabilités. Ce n'est qu'en garantissant à ses citoyens qu'ils seront libérés de la terreur de la torture que l'on verra s'édifier une société moderne basée sur une justice équitable et des lois démocratiques.

Signé :

Li Fangping, Teng Biao, Jiang Tianyong, Ni Yulan, Tang Jitian, Wen Haibo, Liu Wei, Tong Chaoping, Li Heping, Wu Hongwei, Zhang Chengmao, Li Xiongbing, Jin Guanghong, Wang Quanzhang, Li Fangping, Zhang Kai, Peng Jian, Liang Xiaojun, Wang Yajun

17 janvier 2011

BIBLIOGRAPHIE.

- **Rapport sur les obstacles à l'indépendance du système judiciaire. China Human Rights Defenders.** 24 janvier 2011. 35 pp. En chinois.
Document accessible sur le site : <http://www.peacehall.com/news/gb/china/2011/01/201101240023.shtml>
- **Building On The Backs Of Prisoners. Laogai Research Foundation,** January 2011. 28 pp.
Une intéressante étude sur les importations illégales de production des prisons, avec l'exemple du Canada. Les observations valent aussi pour les pays euro-péens, particulièrement peu regardants en la matière.
Document accessible sur le site : <http://www.laogai.org/>

SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., China Information Center, Boxun, China Labour Bulletin, Chine-Informations, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Confédération internationale des syndicats libres, Dajiyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, I.F.E.X. (Echange international de la liberté d'expression), Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng Guancha, Ming Pao, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Rights Campaign, South China Morning Post, The Standard, Wen Wei Po.

POUR NOUS CONTACTER, écrire à :

communication@ldh-france.org en indiquant en objet de votre mail : «Groupe Chine».